

Richesse sans souveraineté. Souveraineté sans puissance -

Mounir Kilani

par **Mounir Kilani**

Les monarchies du Golfe entrent dans une phase de basculement. Entre la guerre opposant les États-Unis, Israël et l'Iran, la fin du monde unipolaire et la montée de la Chine et de la Russie, leur modèle vacille. Derrière la richesse, une fragilité apparaît : une souveraineté qui n'a jamais été pleinement assumée.

L'histoire ne se répète pas. Elle se déplace.

Pendant près d'un demi-siècle, le monde arabe a vécu dans une parenthèse stratégique. Une parenthèse ouverte par le choc pétrolier des années 1970, consolidée par la puissance américaine, et stabilisée par un ordre international où la sécurité, la monnaie et les flux étaient garantis par un seul centre de gravité.

Cette parenthèse est en train de se refermer.

Mais elle ne se referme pas lentement.

Elle se referme sous contrainte.

Car ce qui se joue depuis la fin de 2025 n'est plus une évolution progressive : c'est une accélération brutale de l'histoire.

Le conflit opposant les États-Unis, Israël et l'Iran a fait basculer la région dans une réalité que les monarchies du Golfe avaient longtemps refusé d'envisager : leur territoire n'est plus une zone protégée, mais une zone exposée.

Les bases militaires qui structuraient leur sécurité – au Qatar, en Arabie saoudite, dans la péninsule – sont devenues des cibles directes.

Les frappes iraniennes sur les infrastructures stratégiques ont matérialisé ce que la théorie annonçait depuis des années :

la protection peut devenir vulnérabilité.

Les appels à la retenue formulés par Doha, Riyad ou Abou Dhabi ne relèvent plus de la diplomatie classique.

Ils sont le symptôme d'un fait plus profond :

une souveraineté qui n'a jamais été pleinement assumée.

L'illusion de la puissance

À première vue, les monarchies du Golfe semblent incarner une réussite éclatante.

Des villes surgies du désert.

Des fonds souverains parmi les plus puissants au monde.

Des infrastructures futuristes.

Une influence diplomatique croissante.

Tout semble indiquer l'émergence de puissances modernes, maîtrisant les codes de la mondialisation.

Mais cette image est trompeuse.

Car ce qui est souvent perçu comme de la puissance n'est en réalité que la manifestation d'un système dont elles ne contrôlent pas les règles.

Leur richesse est réelle.

Leur influence est visible.

Mais leur souveraineté est limitée.

Et les événements récents l'ont rendue visible d'une manière brutale :

elles ne contrôlent ni leur sécurité,

ni leur monnaie,

ni l'usage stratégique de leur propre territoire.

Elles n'ont pas construit un ordre.

Elles s'y sont intégrées.

Une ascension sans autonomie

L'ascension des monarchies du Golfe n'est pas le produit d'un génie stratégique autonome.

Elle est le résultat d'une configuration historique très précise.

Le retrait britannique à l'est de Suez, au tournant des années 1970, ouvre un vide stratégique immédiatement comblé par les États-Unis.

Dans ce nouvel ordre, un pacte implicite se met en place :

la rente de protection – protection militaire totale contre alignement économique et monétaire.

Le pétrole est arrimé au dollar.

Les excédents sont recyclés dans les marchés financiers occidentaux.

La sécurité est externalisée.

Pendant un demi-siècle, ce pacte a tenu.

Il a survécu aux chocs pétroliers, aux guerres du Golfe, au 11-Septembre, aux printemps arabes.

Chaque crise, paradoxalement, le renforçait : plus la région s'embrasait, plus la protection américaine devenait indispensable.

Ce modèle a fonctionné.

Pendant des décennies, il a offert stabilité, richesse et continuité politique.

Mais il reposait sur une condition implicite :

la permanence du monde unipolaire.

La grande erreur historique

L'erreur des monarchies du Golfe n'est pas d'avoir choisi ce modèle.

Elle est d'avoir cru qu'il était éternel.

Comme beaucoup d'acteurs après la guerre froide, elles ont intégré l'idée que l'ordre international avait atteint une forme de stabilité définitive.

Un monde dominé par un centre unique.

Un système financier globalisé.

Des flux sécurisés.

Un monde où il n'était plus nécessaire de choisir, mais simplement de s'adapter.

Elles ont oublié que l'unipolarité était un accident, pas une destination.
Pendant un demi-siècle, elles ont navigué sur une mer calme – sans voir que d'autres, ailleurs, apprenaient déjà à affronter les tempêtes.

Les contradictions d'un modèle

Ce basculement révèle aujourd'hui les contradictions profondes du modèle golfeen.

1. Une diversification inachevée

Malgré les stratégies affichées, les économies restent massivement dépendantes des hydrocarbures.
Les projets existent.
Les investissements sont colossaux.
Mais la structure productive réelle évolue lentement.

La refonte récente de Vision 2030, recentrée sur la technologie, les services et le tourisme spirituel, au détriment des mégaprojets futuristes, n'est pas un simple ajustement.

C'est un aveu implicite :

la diversification promise n'a pas atteint le niveau nécessaire pour absorber des chocs systémiques.

La diversification a acheté du temps.
Elle n'a pas créé un modèle alternatif.

2. Une sécurité devenue exposition

L'alliance avec les États-Unis, longtemps perçue comme une garantie absolue, devient une source de vulnérabilité.

Le conflit avec l'Iran a rendu tangible cette inversion :
les bases qui devaient protéger sont devenues les premiers points d'exposition.
Les infrastructures énergétiques, logistiques et militaires se retrouvent intégrées dans des logiques de ciblage qui les dépassent.

Chaque menace iranienne – même verbale – sur le détroit d'Ormuz fait bondir les primes d'assurance et les prix du brut, rappelant que les monarchies dépendent d'un chenal qu'elles ne sécurisent pas elles-mêmes. Leur économie repose sur un goulet d'étranglement vulnérable à l'asymétrie adverse.

Les prix du brut s'envolent déjà de 10 à 15% en quelques heures, rappelant que leur modèle rentier repose sur une stabilité qu'ils ne maîtrisent plus. Riyad, Doha et Abou Dhabi interceptent, mais n'engagent pas ; ils hébergent, mais plaident pour la désescalade. Cette posture n'est plus de la realpolitik ; c'est la reconnaissance d'une dépendance devenue paralysante.

Dans ce contexte, la présence américaine ne dissuade plus systématiquement.
Elle attire.

3. Le piège financier

Les richesses accumulées – près de **quatre mille milliards de dollars** d'actifs détenus par les seuls fonds souverains du Golfe – étaient conçues comme une assurance.
Une assurance contre l'instabilité, contre le déclin du pétrole, contre l'imprévu.

Aujourd'hui, cette assurance devient un point de fragilité.

Dans un monde fragmenté, les fonds souverains entrent dans leur premier véritable **stress test** :

- réévaluation accélérée des portefeuilles
- désengagement silencieux mais réel des actifs occidentaux
- réallocation massive vers l'Asie, l'or, les actifs non alignés

Le mouvement est logique.

Quand le centre vacille, on déplace ses billes.

Mais dans un monde où la dédollarisation n'est plus une hypothèse mais une dynamique observable, ces excédents deviennent un **passif géopolitique**.

Ils sont exposés non seulement aux marchés, mais aux décisions politiques – gel, saisie, sanctions, pressions.

Et une contradiction profonde apparaît :

en cherchant à se protéger du système,

en diversifiant leurs actifs hors de sa sphère,

les monarchies du Golfe contribuent à fragiliser le système même qui les a enrichies.

Elles coupent la branche sur laquelle elles sont assises – mais elles n'ont pas encore trouvé d'autre arbre.

Le piège du basculement multipolaire

Le passage à un monde multipolaire ne se contente pas d'éroder les avantages anciens.

Il transforme les contradictions en impasses.

Car dans ce nouveau système, les États ne peuvent plus simplement équilibrer leurs relations.

Ils doivent choisir.

Choisir entre Washington et Pékin.

Choisir entre le dollar et le yuan.

Choisir entre des bases américaines et des corridors chinois.

Choisir entre la protection d'hier et les marchés de demain.

Et ce choix est coûteux – politiquement, économiquement, existentiellement.

Les monarchies du Golfe étaient passées maîtres dans **l'art de naviguer entre les puissances**.

Pendant des décennies, elles ont accueilli des bases américaines tout en vendant du pétrole à la Chine.

Elles ont investi en Occident tout en courtisant la Russie.

Elles ont signé les accords d'Abraham tout en maintenant des canaux avec Téhéran.

Leur virtuosité était leur marque de fabrique.

Mais cette virtuosité reposait sur un monde où les grandes puissances toléraient l'ambiguïté.

Ce monde n'existe plus.

Depuis que les blocs se durcissent, depuis que Washington exige des loyautés claires et que Pékin teste les fidélités, l'entre-deux est devenu une faiblesse.

Le conflit de 2026 l'a cristallisé d'une manière brutale :

- les bases qui devaient protéger sont devenues des cibles
- les fonds souverains sont devenus des instruments défensifs, voire des otages potentiels
- la neutralité est devenue une position intenable, interprétée comme une défection par tous les camps
- et l'identité même de ces États – modernes mais traditionnels, ouverts mais conservateurs, riches mais dépendants – se retrouve écartelée entre des modèles qui s'excluent

Ce n'est pas une crise passagère.

Ce n'est pas un mauvais moment à passer en attendant que les choses se tassent.

C'est la fin d'un mode de fonctionnement.
C'est la fin de l'ambiguïté comme stratégie.

Le reste du monde arabe : une autre impasse

Face à cette crise du modèle golfeen, le reste du monde arabe ne constitue pas une alternative.
Il représente une autre forme de fragilité.

Si les monarchies du Golfe sont riches mais dépendantes, de nombreux États arabes sont souverains mais vulnérables.

Leurs économies reposent sur l'endettement.

Leur stabilité politique est fragile.

Leur cohésion sociale est sous pression.

Les espoirs nés du Printemps arabe ont laissé place à une recomposition plus dure :

- fragmentation
- restauration autoritaire
- instabilité chronique

Mais surtout, une réalité s'impose :

il n'existe pas de pôle arabe autonome.

- Ni axe politique structuré.
- Ni projet économique intégré.
- Ni vision stratégique commune.

Le monde arabe est un archipel : des îles de richesse, des côtes fragiles, et entre elles, une mer que d'autres naviguent.

Le message de Larijani, qui invoque le devoir d'unité face à l'agression américano-israélienne, tombe dans un vide que les choix récents ont creusé : les normalisations avec Israël ont brisé le consensus minimal de l'Oumma sur la Palestine, rendant impossible toute solidarité régionale élargie – la seule qui aurait pu conférer un poids réel dans le monde multipolaire.

Pendant que la Chine, la Russie ou l'Inde redessinent les flux, la région reste un espace traversé – mais rarement structurant.

Deux modèles, une même limite

Face à ce basculement, le monde arabe se retrouve démuné – mais pas pour les mêmes raisons.

Il présente en réalité **deux modèles**,
deux réponses à la même question
(comment exister dans un monde qui vous dépasse ?),
mais qui aboutissent à la même impasse.

- **Le modèle rentier** : celui des monarchies du Golfe.
Riche, connecté, visible – mais structurellement dépendant.
Son pétrole est sa force, mais aussi sa prison.
Sa richesse a acheté la stabilité, pas l'autonomie.
- **Le modèle étatique** : celui de l'Égypte, de la Tunisie, de la Jordanie, du Liban.
Souverain en droit, mais fragile en fait.

Son crédit est sa bouée, mais aussi son fardeau.
Sa souveraineté a préservé des formes, pas des capacités.

Deux mondes.
Deux trajectoires.
Mais une seule limite.

Aucun des deux ne produit de puissance autonome.

L'un dépend du pétrole.
L'autre du crédit.
L'un a acheté la stabilité.
L'autre a tenté de préserver la souveraineté.

Mais tous deux butent sur la même paroi :
l'incapacité à produire de l'autonomie stratégique.

C'est ce qu'on pourrait appeler **l'impuissance organisée** :
un système qui produit de la richesse ou de la stabilité,
de la visibilité ou de la légitimité,
mais jamais – jamais – la capacité à peser sur le cours des choses.

L'impuissance organisée, c'est quand on a tous les attributs de la puissance sauf l'essentiel : la capacité à choisir son destin.

C'est quand on remplit les vitrines sans construire les fondations.
C'est quand on est riche, mais qu'on ne décide pas.
Souverain, mais qu'on ne pèse pas.

Et c'est peut-être là, dans cette formule, que se trouve la clé pour comprendre pourquoi le monde arabe, si présent dans les discours, est si absent des équilibres.

Le moment du choix

Le basculement actuel transforme cette limite en urgence.
Les États de la région sont désormais confrontés à des décisions qu'ils ont longtemps différées :

- choisir des alliances
- redéfinir leur sécurité
- repenser leurs dépendances

Mais ces choix interviennent dans un contexte de contrainte maximale.
Les marges de manœuvre se réduisent au moment où les décisions deviennent existentielles.

Dans ce moment de basculement, certains discours prennent une signification particulière.
Un message attribué à Ali Larijani, diffusé au cœur des tensions régionales, ne cherche plus à convaincre.
Il somme.
Il interpelle directement les États musulmans, non plus en termes diplomatiques, mais en termes d'alignement. Non plus comme partenaires, mais comme acteurs sommés de choisir.

Quelques heures plus tard, Larijani est annoncé mort, éliminé dans une frappe nocturne sur Téhéran.

Ce qui compte, dès lors, n'est plus seulement l'homme.
C'est le moment.

Son message cesse d'être une prise de position.
Il devient un testament politique.

Dans cette recomposition violente, les voix qui appellent à l'unité peuvent être effacées – ou réduites à des échos – en une nuit.

Le silence n'est plus neutre ; il est un pari risqué.

Ce type de séquence marque une rupture : celle d'un monde où l'ambiguïté stratégique était possible, vers un monde où elle devient intenable.

Là où, hier encore, les États pouvaient naviguer entre alliances et intérêts, ils se retrouvent désormais confrontés à une alternative plus dure :

être avec – ou être contre.

Et dans ce nouvel ordre, même le silence devient une position.

Les scénarios à venir

Cinq scénarios. Cinq futurs possibles.

Scénario 1 : La stagnation prolongée

C'est le scénario par défaut, le plus probable, le plus silencieux.

Les monarchies du Golfe continuent à gérer leur déclin relatif en puisant dans leurs réserves.

Les États fragiles tiennent tant bien que mal, soutenus par des crédits renégociés et une aide internationale au compte-gouttes.

La région ne s'effondre pas.

Mais elle ne décolle pas non plus.

La stagnation, c'est la crise au ralenti.

Celle qui n'affiche pas de chiffres rouges, mais qui ronge, année après année, les cohésions sociales, les espoirs de la jeunesse, les légitimités politiques.

Dans ce scénario, la région survit. Mais elle ne compte plus.

Scénario 2 : La crise financière

Les fragilités économiques accumulées finissent par se conjuguer.

Un choc externe – effondrement des prix du pétrole, correction boursière majeure, crise de la dette dans un grand État arabe – déclenche une réaction en chaîne.

Les fonds souverains, exposés, doivent puiser dans leurs réserves.

Les devises s'effritent.

Les taux d'endettement deviennent insoutenables.

La confiance s'évapore.

La crise financière, ce n'est pas seulement une question de chiffres.

C'est le moment où les promesses de l'État – emplois, subventions, services – se heurtent à la réalité des caisses vides.

C'est le moment où la rue se souvient qu'elle existe.

Scénario 3 : La confrontation régionale

Le conflit qui couve depuis des années finit par embraser la région.

Non pas une guerre classique entre armées régulières, mais un embrasement diffus :

- attaques sur les infrastructures énergétiques

- escalade entre Israël et le Hezbollah
- implication directe de l'Iran
- bases américaines prises pour cible

Dans ce scénario, les fragilités accumulées sont exposées brutalement, en pleine lumière. Les monarchies du Golfe, prises entre leur dépendance sécuritaire et leur désir de neutralité, se retrouvent en première ligne sans l'avoir choisi. Leurs territoires deviennent des champs de bataille par procuration. Leurs économies encaissent des chocs qu'elles n'avaient pas anticipés.

La confrontation régionale, c'est l'impuissance organisée confrontée à sa propre image dans le miroir.

Scénario 4 : La désintégration silencieuse

Scénario le plus sombre, mais pas le plus improbable.

Sous l'effet conjugué des pressions économiques, des tensions internes et de l'absence de projet collectif, certains États commencent à se déliter de l'intérieur.

Non pas par une guerre civile spectaculaire, mais par une érosion lente :

- effondrement des services publics
- perte de contrôle sur des portions de territoire
- émergence de pouvoirs locaux, communautaires, mafieux
- fuite des capitaux et des cerveaux

La désintégration silencieuse, c'est quand l'État cesse d'exister avant même d'avoir été officiellement remplacé.

C'est le vide qui s'installe, sans bruit, sans date, sans décret.

Scénario 5 : La recomposition stratégique (le plus rare)

Scénario le moins probable, mais le seul qui ouvre un avenir.

Face à l'urgence, une prise de conscience émerge.

Les États de la région – ou du moins certains d'entre eux – comprennent que la survie individuelle n'est plus possible sans un minimum de coordination collective.

Alors, timidement, des initiatives apparaissent :

- intégration économique renforcée
- coordination des politiques énergétiques
- rapprochement stratégique avec les pôles émergents (Chine, Inde, Russie) non plus comme simples clients, mais comme partenaires structurants
- réinvestissement dans la souveraineté technologique et alimentaire

La recomposition stratégique, ce n'est pas le retour de l'âge d'or.

Ce n'est pas la renaissance du monde arabe comme puissance globale.

C'est simplement l'acceptation que l'autonomie relative vaut mieux que la dépendance absolue.

C'est le choix, enfin, de devenir acteur – même modeste – plutôt que de rester éternellement objet.

Cinq scénarios.

Cinq futurs possibles.

Certains probables, d'autres redoutés, un seul espéré.

Mais dans tous les cas, une constante s'impose :
le système qui garantissait la stabilité n'existe plus.
Et rien, désormais, ne pourra le remplacer à l'identique.

La question n'est pas de savoir quel scénario adviendra.
Elle est de savoir si, quand l'histoire frappera à leur porte,
les États arabes sauront l'ouvrir – ou s'ils resteront, comme toujours, à attendre qu'elle passe.

Un monde sans rente géopolitique

Pendant des décennies, la région a bénéficié d'une rente :

- énergétique pour certains
- stratégique pour d'autres

Aujourd'hui, cette rente s'épuise.
Le monde multipolaire ne distribue plus de positions.
Il impose des rapports de force.
Et il punit les indécisions.

Bagdad était le centre du monde quand Londres n'était qu'un marécage.
Le Caire rayonnait quand Washington n'existait pas.
La question n'est pas de savoir si cette histoire compte encore.
Elle est de savoir pourquoi elle n'a pas produit de puissance.

La fin d'un cycle

Ce qui se joue aujourd'hui n'est pas une crise.
C'est une bascule.

Les monarchies du Golfe ne disparaîtront pas.
Le reste du monde arabe non plus.
Mais tous entrent dans un monde où leurs anciens avantages ne suffisent plus.

La richesse ne protège plus.
La souveraineté formelle ne suffit plus.

Ce qui devient décisif, c'est la capacité à combiner :

- puissance économique
- autonomie stratégique
- cohésion interne

Peu d'acteurs remplissent aujourd'hui ces conditions.
Et c'est là que se situe le véritable enjeu :
non pas survivre au basculement,
mais exister après lui.

Car l'histoire ne détruit pas toujours les États.
Parfois, elle les rend simplement secondaires.

Et dans le monde qui vient, la question pour le monde arabe ne sera pas de préserver son passé.
Mais de savoir s'il peut, enfin,
devenir un acteur de sa propre histoire.

Le pivot vers les pôles émergents – yuan, or, BRICS+, corridors eurasiatiques – n'est plus un choix

tactique. C'est la seule rampe de sortie vers une souveraineté réelle. Ignorer ce basculement, c'est condamner la région à devenir un théâtre périphérique d'une histoire qu'elle n'écrit plus.

La voix du poète

Un poète tunisien, Abou El Kacem Chebbi, écrivait en 1933, sous le protectorat, des vers que les révolutions arabes ont repris en chœur :

«Si le peuple, un jour, veut vivre, le destin se doit de répondre».

Mais il disait aussi :

«Celui qui n'aime pas gravir les montagnes vivra éternellement au fond des vallées».

Et encore :

«Je maudis ceux qui ne s'adaptent pas aux aléas du temps et se contentent de mener une vie morne, comme les pierres».

L'hymne national tunisien, *Humat Al-Hima* («Défenseurs de la patrie»), intègre deux vers du poème *La volonté de vivre* d'Abou El Kacem Chebbi : «Lorsque le peuple veut vivre, le destin se doit de répondre». Ces vers, scandés lors des révolutions de 2011, sont devenus le chant de tout un peuple en marche vers sa souveraineté.

Ces vers ne sont pas des vœux pieux. Ce sont des lois d'histoire.

La volonté collective, l'élan intérieur, la capacité à se projeter – voilà ce qui transforme une population en acteur, et un territoire en puissance. La rente s'épuise. Les alliances se retournent. Mais quand un peuple décide de vivre, les chaînes finissent toujours par se briser.

Les empires passent, les rentes s'épuisent

Mais au-delà des choix immédiats, une question plus ancienne affleure.

Les civilisations qui ont traversé les millénaires n'étaient pas les plus riches, ni les mieux protégées. Elles étaient celles qui savaient, quand l'ordre vacillait, puiser dans leur mémoire pour inventer autre chose.

Le monde arabe a tout pour construire cette résilience :

une histoire,

une langue,

une jeunesse,

une position géographique qui devient, dans un monde multipolaire, un atout et non plus une malédiction.

Reste à savoir s'il saura, au moment du basculement, cesser d'être un objet de l'histoire pour en devenir enfin le sujet.

Car le bruit des bombes s'éteint toujours.

Les empires finissent par tomber.

Mais les peuples qui choisissent leur destin, eux, demeurent.

** Ali Larijani est mort.*

Éliminé dans une frappe israélienne nocturne sur Téhéran, le 17 mars 2026, aux côtés de son fils et de proches collaborateurs. Son dernier message aux musulmans – appel à l'unité face à l'agression – résonne désormais

[Mounir Kilani](#)